

du chômage. Le professeur Laski, qui enseigne l'histoire politique à l'école, est un autre membre distingué du groupe des économistes de Londres. Connus dans le monde entier pour son communisme, il a publié ces dernières années aux Etats-Unis un essai intitulé *Recovery from Revolution*, dont je cite le passage suivant :

La théorie communiste... soutient qu'aucun régime socialiste ne peut sérieusement entreprendre l'application de ses principes directeurs sans se heurter à une résistance déterminée génératrice de guerre civile. Bref, pour sauvegarder les principes du socialisme, les adhérents de cette doctrine seront contraints d'épouser la cause communiste ou de renier le socialisme. Et s'ils optent pour le communisme, ils se trouveront aux prises avec la sinistre logique du léninisme, la dictature par le prolétariat, la rigoureuse suppression de la contre-révolution, la confiscation des moyens essentiels de la production, en un mot l'édification de l'Etat, sur les principes de la loi martiale jusqu'à ce que la sécurité de l'ordre nouveau soit solidement établie. Le passage du capitalisme au socialisme signifie la révolution, c'est-à-dire un état de choses semblable à celui qu'a connu la Russie.

Eh bien, nous faisons la moitié du chemin.

En somme, l'assurance sociale n'est que de l'épargne obligatoire. Or, l'épargne obligatoire n'est-elle pas précisément le moyen dont le Gouvernement se sert aujourd'hui pour atténuer la demande ou, en d'autres termes, pour entraver la prospérité? Je ne m'en plains pas. Je ne nie pas que le gouvernement actuel ait accompli un effort méritoire, un effort qui a été couronné de succès, en vue de prévenir toute forme d'inflation et la hausse des cours. Mais ce que je veux souligner c'est que le principal moyen qu'il a choisi est précisément l'épargne obligatoire, car l'impôt n'en est en réalité qu'une forme. Le rapport Beveridge repose surtout sur l'épargne obligatoire. Mais n'est-il pas logique d'attendre de cette épargne le même résultat après que durant la guerre, c'est-à-dire la fin de la prospérité?

De plus, si je le comprends bien, le projet Beveridge n'entrerait pleinement en vigueur que vingt-cinq ans après la guerre? S'il est bon, pourquoi attendre si longtemps? Et attendre quoi? Attendre que suffisamment de fonds aient été accumulés pour pouvoir dire: "Maintenant nous sommes en mesure de débours". On ne se propose d'accumuler rien de réel, ni aliments, ni vêtements, ni quoi que ce soit de ce genre. On veut accumuler des chiffres. Mais des chiffres, ça ne se mange pas, ça ne se porte pas. Si le Gouvernement avait dit au début de la guerre: "Certainement qu'il nous faut fournir des munitions de tous genres pour tant de millions de dollars, mais nous ne pouvons nous mettre à l'œuvre immédiatement car il faudra 25 ans pour accumuler les fonds nécessaires, les chiffres." Il

[M. Jaques.]

en est de même dans le cas qui nous occupe. Si l'idée est bonne, pourquoi attendre 25 ans avant de la mettre en pratique? Pourquoi ne pas y aller immédiatement? Pourquoi ne pas secourir dès maintenant les chômeurs, les malades et ceux qui ont besoin de pensions ou de secours quelconques? En agissant de la sorte, nous créerions de nombreux emplois pour ceux qui devraient travailler.

A l'heure actuelle, comme mon collègue l'indique, nous versons aux Allemands un dividende annuel de plusieurs milliards de dollars, ou l'équivalent de la moitié de notre production nationale et nous ne recevons rien en échange. Et, d'ailleurs, c'est la dernière chose que nous désirons. Nous en faisons cadeau à l'ennemi. Je me souviens du temps où les membres de la Chambre et les gens de l'extérieur tournaient en ridicule l'idée créditiste de nous verser un dividende. C'est une chose qui les dépassait. Où trouver l'argent, nous demandaient-ils? C'est impossible, ajoutaient-ils. Cependant, c'est ce que nous faisons aujourd'hui, sauf que nous versons le dividende aux pays de l'Axe, un dividende, remarquez-le bien, s'élevant à des milliards de dollars par année, et malgré cela, nous jouissons d'une prospérité remarquable, il me semble. Nous sommes si prospères que le grand souci du Gouvernement, j'imagine, c'est de faire disparaître cet état de choses. Imaginez-vous le niveau de bien-être auquel nous aurions atteint si, au lieu de faire le cadeau de toutes ces richesses à l'ennemi, nous nous l'étions donné à nous-mêmes! Notre prospérité aurait-elle eu des bornes? Les seuls chômeurs seraient les invalides.

Puisque j'ai parlé de la pension, je désire faire un plaidoyer en sa faveur. Que nous attendions ou non 25 ans avant d'appliquer les conclusions du rapport Beveridge ou tout autre projet du genre, je désire insister pour qu'on n'attende pas, j'allais dire 25 minutes, un jour de plus pour augmenter les pensions que nous versons aux vieillards, aux infirmes et aux veuves de guerre. Ces personnes ne jouissent même pas de l'indemnité de vie chère. Plusieurs d'entre elles doivent se tirer d'affaire avec \$10 ou \$15 par mois; et nous songeons à l'ordre nouveau qui nous attend. Je conclus en affirmant que si nous ne réussissons pas à venir en aide à nos vieillards et à nos infirmes à l'heure actuelle, inutile d'espérer un monde nouveau et meilleur après la guerre.

L'hon. H. A. BRUCE (Parkdale): Monsieur l'Orateur, je n'avais pas l'intention de participer à la discussion, mais pour tirer les choses au net, il sied que je fasse quelques remarques, étant donné mon attitude antérieure au sujet de l'assurance-chômage.